

COORDONNEES DU DEMANDEUR

Ne pas compléter si vos coordonnées sont déjà connues du guichet unique

Adresse : _____ <i>permanente du demandeur</i>	
Code postal : _ _ _ _ _ _	Commune : _____
☎ : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	Téléphone portable professionnel : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
N° de télécopie : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	Mél : _____

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

(à conserver sauf si le RIB est systématiquement demandé)

Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. Le [guichet unique] connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB :

Code établissement |_|_|_|_|_|_| Code guichet |_|_|_|_|_|_| N° de compte |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Clé |_|_|_|

Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

➤ Pour les personnes physiques :

Bénéficiez-vous du statut de jeune agriculteur (JA) (*bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de signature de cet imprimé depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CIA*) : oui non

Ce projet s'inscrit-il dans votre plan de développement du dossier d'installation (DJA) : oui non

Ce projet s'inscrit-il [critères régionaux] oui non

➤ Pour les personnes morales :

Nombre d'associés - exploitants : |_|_| Nombre d'exploitations regroupées : |_|_|

Associé(s) remplissant la condition d'âge ⁽¹⁾	Nom et prénom des associés-exploitants ou dénomination sociale	N°SIRET (ou PACAGE)	JA	Projet inscrit dans votre plan de développement JA	Autre(s) critère(s) propre(s) à la Région [colonne à compléter ou à supprimer]
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

⁽¹⁾ Avoir au moins 18 ans et moins de 60 ans au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de la demande. Au moins un des associés doit remplir cette condition.

Ce projet s'inscrit-il [critères régionaux] oui non

➤ **Pour les CUMA : (si prévu par dispositif)**

Nombre d'adhérents exploitants agricoles de la coopérative participant à l'investissement : |_|_|

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la coopérative a plus de 10 adhérents. (*) Cochez la case correspondante si le siège de l'exploitation de l'adhérent est situé en zone de montagne et/ou s'il est Jeune agriculteur (JA)

N°	Nom et prénom de l'adhérent participant	N° PACAGE ou SIRET	Zone montagne (*)	JA (*)
1			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Ce projet s'inscrit-il [critères régionaux]

oui non

➤ **Pour les propriétaires non exploitants : (si prévu par dispositif)**

Veuillez préciser l'identité de l'exploitant remplissant les conditions d'éligibilité :

Nom et prénom de l'exploitant ou dénomination sociale	N°SIRET (ou PACAGE)	Date de naissance	JA	Projet inscrit dans votre plan de développement JA	Autre(s) critère(s) propre(s) à la Région [colonne à compléter ou à supprimer]
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Ce projet s'inscrit-il [critères régionaux]

oui non

➤ **Pour tous demandeurs :**

Etes vous adhérent à une Coopérative d'utilisation de matériel en commun (CUMA) : oui non

Si oui, préciser le nom et le numéro de la CUMA : _____

Etes vous adhérent à une organisation de producteur : oui non

Si oui, préciser le nom et le numéro de l'organisation : _____

Ce projet s'inscrit-il [critères régionaux]

oui non

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a) Localisation du siège de l'exploitation : Identique à la localisation du demandeur

Sinon, veuillez préciser l'adresse du projet : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

b) Zone du siège de votre exploitation :

Zone défavorisée : oui non

Si oui, préciser : défavorisée simple montagne haute montagne

Zone vulnérable : oui non

Si oui, préciser la date du zonage : avant 1^{er} janvier 2007 après 1^{er} janvier 2007

Si le zonage est intervenu après le 1^{er} janvier 2007, précisez la date de l'arrêté fixant le programme d'action :

c) Situation de votre exploitation au regard des normes réglementaires

c1) normes liées à la gestion des effluents (obligatoire si le dispositif concerne un investissement modifiant les conditions de gestions des effluents d'élevage – respect de la directive nitrates – accès à l'aide) [à conserver dès lors que le dispositif concerne l'activité animale]

Si votre siège d'exploitation est situé en dehors de la zone vulnérable, disposez-vous, avant projet, des capacités de stockage ?

RSD de 1,5 mois ⁽¹⁾ ICPE de 4 mois ⁽²⁾ non ⁽³⁾

Sinon, votre siège est en zone vulnérable et dans ce cas, disposez-vous, avant projet, des capacités agronomiques :

oui non ⁽⁴⁾

Dans les deux cas, merci d'indiquer si vous avez réalisé les travaux de mise aux normes dans le cadre d'un PMPOA :

oui non : _____ (si non précisez)

Uniquement pour les projets « Bâtiments » et sauf cas des exploitations où l'ensemble des animaux est logé en aire paillée intégrale (100% litière paillée accumulée, pas d'effluent liquide), pour compléter mon dossier, je joins à ma demande une expertise sur la situation de mon exploitation ⁽⁵⁾ :

- AVANT projet,
- APRES projet,
- aucune expertise complémentaire n'est à joindre.

c2) normes liées au bien-être des animaux (obligatoire si le dispositif concerne des projets en lien avec le respect du bien être animal)

Le cas échéant, êtes-vous aux normes pour chacun de ces ateliers (à ne remplir que si ces ateliers sont directement concernés par le projet) ?

Veaux de boucherie oui non ⁽⁶⁾

Porcs reproducteurs (truies) oui non ⁽⁶⁾

Poules pondeuses oui non ⁽⁶⁾

- (1) Règlement sanitaire départemental (RSD), la capacité de stockage obligatoire est de un mois et demi (1,5 mois)
- (2) Installations classées pour l'environnement (ICPE), la capacité de stockage obligatoire est de quatre mois (4 mois)
- (3) Si, au moment du dépôt de la demande, votre exploitation n'est pas aux normes au regard de la gestion des effluents d'élevage, conformément à l'article 26 du règlement (CE) n° 1698/2005 du 20 septembre 2005 vous ne pouvez pas accéder à l'aide, sauf si vous êtes en mesure de présenter :
 - un arrêté d'engagement juridique notifié ou en cours de notification au titre du PMPOA et qui accorde des délais de réalisation, sous réserve que ces derniers soient encore valides.
 - Une expertise de dimensionnement qui montre qu'après réalisation de votre projet bâtiment votre exploitation détiendra les capacités de stockage pour l'exploitation.
- (4) Dans ce cas, si vous n'êtes pas jeune agriculteur ou en zone vulnérable nouvellement classée, vous ne pouvez pas accéder à l'aide, sauf si vous êtes en mesure de présenter un arrêté d'engagement juridique notifié ou en cours de notification au titre du PMPOA et qui accorde des délais de réalisation, sous réserve que ces derniers soient encore valides.
- (5) Un feuillet « Etat des lieux réalisé par l'éleveur » qui vous a été remis par le guichet unique vous indique s'il est nécessaire de compléter votre dossier par une expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des effluents et, le cas échéant, le type d'expertise (avant et/ou après projet) à joindre. Voir dans le feuillet les réponses « oui » dans la rubrique « en conclusion ».
- (6) Si non, vous ne pouvez pas bénéficier d'une aide pour l'atelier qui n'est pas aux normes au regard du bien-être de l'espèce animale concernée.

d) Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et sur les prélèvements d'eau au titre de code de l'environnement (art. L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 513-3).

Veillez indiquer si votre exploitation :

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels : _____

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau (ex : forage pour les bâtiments d'élevage, prélèvement pour l'irrigation) ;

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de à préciser si nécessaire; (ex : droit d'eau ou autorisation pour les micro-centrales)

ne relève pas de ces réglementations

point e) à conserver si le dispositif concerne l'activité animale

e) activité d'élevage	Effectif total de l'exploitation avant projet	Effectif concerné par le projet	Effectif total de l'exploitation après projet	Autre(s) critère(s) propre à la Région [colonne à compléter ou à supprimer]
Vaches laitières				
Vaches allaitantes				
Génisses lait				
Génisses viande				
Taurillons ou bœufs				
Veaux de boucherie				
Brebis lait				
Brebis viande				
Chèvres				
Porcs reproducteurs				
Porcs engraissement				
Poules pondeuses				
Volailles de chair				
Palmipèdes à foie gras				
Lapins				
(*)				

(*) autres : préciser

point f) à conserver si le dispositif concerne l'activité cultures végétales

f) Type de culture sur l'exploitation

grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, betteraves, pomme de terre, cultures textiles et énergétiques,...)

Surface : _____ ha

cultures fruitières (arboriculture, fruits rouges,..)

Surface : _____ ha

horticulture

Surface : _____ ha

maraîchage

Surface : _____ ha

viticulture

Surface : _____ ha

autres cultures spécialisés (tabac, houblon, ...) à préciser : _____

Surface : _____ ha

CARACTERISTIQUES DU PROJET

a) localisation du projet :

Lieu des travaux : Identique à la localisation du siège de l'exploitation

Sinon, merci de préciser l'adresse : _____

Département |__|_| Commune |__|_|_|_|_|_|_| lieu dit : _____

b) Description des travaux et du projet :

Il y a lieu de définir un cadre permettant de décrire le projet. Il tient compte de la nature du dispositif, des investissements retenus et de tous les éléments nécessaires à la gestion du dossier. Les formulaires PMBE et PVE peuvent être consultés à titre d'exemple pour préciser ce cadre.

Nature et descriptif succinct du projet (intitulé, présentation synthétique de l'opération, objectifs) :

Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : ___/ 20___ (mois, année)

Date prévue de fin de projet : ___/ 20___ (mois, année)

c) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels de l'exploitation (cadre obligatoire)

Si vous avez une comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

Nota : une évolution de ces critères est envisagée pour les CUMA (prise en compte pour 2009) afin de les adapter aux spécificités de ces structures.

d) Autres critères d'appréciation du projet pour lequel la demande de subvention est présentée (cadre obligatoire, les différentes parties sont à conserver suivant la nature de l'activité concernée par le dispositif)

Toutes Activités :

- Nombre d'UTH : avant projet : _____ après projet : _____

- Votre projet a-t-il pour effet de réduire la pénibilité du travail ou des temps de travaux ?

oui non Temps de travail gagné estimé (en heures/jour) :

- Avez vous souscrit des mesures agro-environnementales (MAE, CTE, CAD) dont le contrat est encore en cours à ce jour ou envisagez-vous de souscrire de nouvelles MAE territorialisées (MAET) mises en place pour la période 2007-2013?

oui non Si oui précisez l'année et le type de mesure :

- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic agro-environnemental ?

oui non Si oui précisez :

- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic énergétique ?

oui non Si oui précisez :

- Votre exploitation est elle qualifiée au titre de l'agriculture raisonnée

oui non Si oui précisez :

- Votre exploitation est elle qualifiée au titre de l'agriculture biologique

oui non Si oui précisez :

- La production et les produits issus de l'activité d'élevage aidée sont sous Signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) tels que : label rouge, Appellation d'origine protégée (AOP), Identification géographique protégée (IGP), Spécialité traditionnelle garantie (STG), agriculture biologique) ou sous certification de conformité :

oui non Si oui précisez :

- Votre exploitation procède t elle à la valorisation de la biomasse en vue de la production d'énergie

oui non Si oui précisez :

Activités élevage

- Des innovations technologiques sont-elles introduites par votre projet sur l'exploitation :

- utilisation de bio-matériaux :

oui non Si oui, précisez :

- système de traitement alternatif des effluents :

oui non Si oui précisez :

- amélioration de l'efficacité énergétique du bâtiment et/ou utilisation d'énergie renouvelable :

oui non Si oui précisez :

- Votre projet modifie t-il votre système d'élevage en vue d'améliorer les conditions sanitaires et le bien-être des animaux (au-delà des normes réglementaires) ?

oui non Si oui précisez :

- Votre projet d'investissement s'intègre-t-il dans une démarche qualité ?

- votre exploitation est qualifiée au titre d'une charte de bonnes pratiques d'élevage :

oui non Si oui précisez :

- Votre projet répond-il à une charte paysagère et/ou avez-vous recueilli un conseil en architecture (CAUE, autres structures)?

oui non Si oui précisez :

- Pouvez-vous nous indiquer l'évolution de vos surfaces de prairies permanentes et de cultures fourragères du fait de votre projet ?

	Surface avant projet (en ha)	Surface après projet
Prairies permanentes		
Cultures fourragères		

DEPENSES PREVISIONNELLES

Fournir un cadre pour la présentation du détail des dépenses présentées par le demandeur. Il convient de tenir compte des modalités retenues pour le dispositif objet du présent formulaire (plafond éventuel par nature d'investissement, prise en compte de l'auto-construction, dépenses immatérielles, ...).

Nota : Le cadre ci-après correspond au cadre général fourni dans le manuel de procédure type commun à tous les dispositifs du PDRH. Pour le PMBE et le PVE ce cadre a été adapté.

a) Investissements matériels (le cas échéant) ¹ (rajouter autant de lignes que nécessaire)

Nature de l'investissement	Montant prévisionnel en € *		Poste de dépense ³	Devis joint* <input type="checkbox"/>	Fournisseur à l'origine du devis	Auto-construction* <input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/> HT	<input type="checkbox"/> TTC ²				
TOTAL des dépenses prévues						

Auto-construction (le cas échéant)

Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours)	Coût journalier forfaitaire de l'autoconstruction	Montant prévisionnel en €
	à préciser ultérieurement	

b) Investissements immatériels (le cas échéant) (rajouter autant de lignes que nécessaire)

Coûts de personnel (le cas échéant) : [la ligne concernant les frais généraux est susceptible d'être supprimée]

Nature de l'intervention prévue	Nature / type d'intervenant prévu ⁴	Nombre d'intervenants	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours / an)	Montant prévisionnel en € ⁵	Fiche de paie ou autre justificatif joint* <input type="checkbox"/>
Frais généraux afférents (le cas échéant)					<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues					

Etudes préliminaires (le cas échéant) / maîtrise d'œuvre (le cas échéant) : (rajouter autant de lignes que nécessaire)

Nature de la dépense prévue	Montant prévisionnel en €*		Devis joint* <input type="checkbox"/>	Fournisseur à l'origine du devis
	<input type="checkbox"/> HT	<input type="checkbox"/> TTC ²		
TOTAL des dépenses prévues				

* Veuillez cocher la case si nécessaire. Pour les frais de personnel : pour les structures publiques, une attestation du comptable publique convient. Pour tous les autres bénéficiaires, les fiches de paies devront être jointes.

¹ Ce tableau peut être adapté en fonction du dispositif. Toutefois, le tableau devra au moins contenir les éléments mentionnés dans ce modèle.

² Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses et des recettes TTC

³ Poste de dépense : la colonne peut être facultative. Si elle est présente, les postes peuvent être par exemple : machine, terrassement, bâtiment, aménagement intérieur, plomberie, électricité... La liste précise des postes devra figurer dans le formulaire en fonction des postes mentionnés dans les textes définissant le dispositif d'aide.

⁴ Par exemple : ingénieur / technicien...

⁵ Montant prévisionnel pour des salaires : salaire brut + charges patronales, au prorata du temps consacré à l'action

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités	Montant en €
Montant des aides attendues au titre du dispositif	_____
Montant des aides attendues hors dispositif ⁽¹⁾	_____
Sous-total financeurs publics	_____
Emprunt ⁽²⁾	_____
Autre	_____
Sous-total financeurs privés	_____
Auto - financement	_____
TOTAL général = coût global du projet	_____

(1) Veuillez indiquer l'origine des aides hors dispositif (PMPOA et/ou subvention équivalente du prêt bonifié) :

(2) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire : oui non

VERSION PROVISOIRE

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre du dispositif (à préciser)

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet, [rappel : obligatoire avant dépôt de la demande]
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales (y compris redevance émise par l'Agence de l'eau),
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et moins de 60 ans),
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),
- ne pas avoir obtenu d'aide dans le cadre du dispositif au titre de l'actuelle programmation 2007-2013,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet.

Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date de à préciser en fonction des modalités retenues pour le dispositif (ex : de la décision éventuelle d'attribution de la subvention) (nota : il est recommandé de ne pas permettre le commencement du projet avant le DJ

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de l'aide,
- à informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon(notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- à apposer sur mon bâtiment une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque ;
- à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement mon (notre) activité d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ; s'agissant de matériel, à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide,

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2 .1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

D'autres engagements peuvent être ajoutés à ceux mentionnés afin de prendre en compte les modalités particulières définies au niveau local pour ce dispositif.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ⁽¹⁾	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
K-bis ou exemplaire des statuts ⁽¹⁾	Pour les formes sociétaires ou association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité	si vous n'avez pas de N° PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et engager la structure	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Éléments justifiant l'existence de l'indivision et des noms des personnes la composant (les indivisions sont exclues des dispositifs 121A et B)	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En cas d'acquisition immobilière : un titre de propriété et un document justifiant du titre onéreux si le titre ne le précise pas	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements intérieurs	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan avant travaux et après travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections avant projet		<input type="checkbox"/>		
Expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections après projet	Pour les dispositifs concernant l'activité animale, l'obligation d'être conforme en matière de gestion des effluents est un critère d'accès en ZV et un engagement. ci-après rédaction PMBE suivant cadre retenu: Pour les projets modifiant les conditions de gestions des effluents d'élevage :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement des adhérents de la structure (CUMA) participant à l'investissement de ne pas solliciter d'aide individuelle sur des matériels de même type sur la période 2007-2013		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces à préciser		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

